*Comité directeur sur les médias et la société de l'information - CDMSI*

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

3 février 2021

**Rapport de la 18ème réunion (24-25 novembre 2020)** CDMSI(2020)003rev

(Vidéoconférence)

Le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) a tenu sa 18e réunion plénière les 24 et 25 novembre 2020 par vidéoconférence, sous la présidence de Mme Inge Welbergen (Pays-Bas). La liste des participants et des informations sur la répartition par sexe figurent à l'annexe 2.

## 1. Ouverture de la réunion

M. Jan Kleijssen, directeur de la direction Société de l'information et action contre la criminalité, a souhaité la bienvenue aux membres du CDMSI et les a remerciés pour leur travail et leur engagement. Il a souligné l'importance et l'opportunité des travaux du CDMSI sur la liberté d'expression, les médias, la gouvernance de l'internet et d'autres questions relatives à la société de l'information, notant que la pandémie de COVID-19 a rendu ce sujet encore plus d'actualité. M. Kleijssen a réaffirmé que ces domaines de travail, ainsi que l'intelligence artificielle (IA), figurent parmi les principales priorités du Conseil de l'Europe. Il a également mis à jour le CDMSI sur les progrès réalisés par le Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) ; sur la participation du Conseil de l'Europe à l'IGF (Forum sur la gouvernance de l'Internet) 2020, qui a eu lieu entièrement en ligne ; sur l'entrée en vigueur le 1er décembre 2020 de la Convention de Tromsø sur l'accès aux documents publics. Enfin, il a souligné l'importance politique de la Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information (reportée à deux reprises en raison de la pandémie), a réaffirmé les engagements du Conseil de l'Europe en la matière et a remercié les autorités chypriotes pour leur coopération constante, notant également que les circonstances pourraient justifier la tenue de l'événement en ligne. Il a appelé les membres du CDMSI à faire de leur mieux pour que leurs pays respectifs soient représentés au niveau ministériel lors de l'événement et les a encouragés à procéder à la préparation des documents restants de la conférence avec tout l'engagement et la coopération possibles.

## 2. Adoption de l'ordre du jour

Le CDMSI a adopté l'ordre du jour (annexe 1), en prenant note de quelques changements dans l'ordre des travaux et d'un point supplémentaire pour une intervention d'un représentant de la Commission européenne.

## 3. Développements récents

M. Patrick Penninckx, Chef du Département de la Société de l'Information a informé le CDMSI de la situation de l'Organisation vis-à-vis de la COVID-19. Les organes du Conseil de l'Europe (Comité des Ministres, Assemblée parlementaire, autres) ont maintenu leurs travaux en ligne. Bien qu'en raison de la crise sanitaire, la majorité du personnel travaille à distance, les activités se poursuivent dans tous les domaines ; des ateliers, des conférences, des séminaires, des échanges de vues sont

organisés/assistés dans l'espace virtuel, touchant des publics nombreux et divers dans le monde entier (par exemple, des progrès dans la négociation du 2ème protocole additionnel à la Convention de Budapest ont été réalisés dans une série de réunions en ligne). M. Penninckx a également informé les membres du CDMSI des changements de personnel au sein du département : Mme Ardita Abdiu a récemment rejoint le département en tant que chef de la division de la coopération en matière de liberté d'expression ; suite au départ de Mme Charlotte Altenhoener-Dion, Mme Elena Dodonova assurera le secrétariat du MSI-DIG et Mme Giulia Lucchese celui de l'ADI/MSI-DIS; Mme Joanna Szelezniak apportera son aide au secrétariat du CDMSI. Il a également présenté M. Jens Lorentz, conseiller principal de M. Christos Giakoumopoulos, Directeur général des droits de l'homme et de l'état de droit, qui assistera le directeur général sur les questions relatives à la liberté d'expression et aux médias.

## 4. Travaux du Conseil de l'Europe sur l'impact de COVID-19 sur la liberté d'expression et les médias

Le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat sur la situation actuelle de l'Organisation vis-à-vis de la pandémie COVID-19 et sur les travaux du Conseil de l'Europe concernant son impact sur la liberté d'expression et les médias (c., la Boîte à outils SG/inf(2020)11) du Secrétaire général sur le respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la Boîte à outils SG/Inf(2020)19 du Secrétaire général sur l'impact de la crise sanitaire sur la liberté d'expression et la liberté des médias, ainsi que les Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur la protection de la liberté d'expression et d'information en temps de crise). Ils ont également été informés de la création d'une page web spéciale sur les médias en temps de crise sanitaire, offrant un accès direct à toutes les informations pertinentes.

Le CDMSI a également pris note de l'étude "L'impact de la COVID-19 et des mesures qui en découlent sur la liberté d'expression dans les Etats membres du Conseil de l'Europe", notant son actualité et son opportunité tant pour l'Organisation que pour ses Etats membres. Les membres ont conseillé d'accorder plus de temps aux Etats membres pour répondre aux questionnaires qui alimentent ces études. À la demande d'une délégation, les membres ont été informés que le rapport avait été préparé, entre autres, dans le cadre des préparations pour la prochaine Conférence ministérielle, avec une contribution d'expert, compte tenu de précédents travaux sur les rapports du Conseil de l'Europe sur des questions liées à la liberté d'expression et les médias.

## 5. Définition de normes

### *5.1 Développements concernant les documents élaborés par le CDMSI dans le cadre du biennium 2018-2019*

Le CDMSI a salué l'adoption par le Comité des Ministres, le 8 avril 2020, de la Recommandation CM/Rec(2020)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme.

Le CDMSI a en outre noté avec regret que le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la promotion d'un environnement favorable au journalisme de qualité à l'ère numérique était toujours en discussion en attendant son adoption, soulignant l'importance des orientations fournies par ce document aux Etats membres et aux autres acteurs, y compris en temps de crise.

### *5.2 Rapports des comités d'experts subordonnés au CDMSI*

#### 5.2.1. Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG)

Le CDMSI a eu un échange de vues avec M. Viktors Makarovs, vice-président du Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG), et a pris note des informations du Secrétariat sur les activités du MSI-DIG, du rapport de la 1ère réunion de ce comité tenue les 15-16 septembre 2020 et de la feuille de route pour les prochaines étapes . Il a en outre pris note des textes préliminaires du *projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des technologies numériques sur la liberté d'expression* et du *projet de note d'orientation sur les meilleures pratiques en vue de la mise en place de cadres juridiques et procéduraux efficaces pour les mécanismes d'autorégulation et de co-régulation de la modération des contenus*. Le CDMSI a été invité à envoyer des commentaires écrits sur les deux projets au Secrétariat avant le 10 décembre 2020.

Au cours des échanges, l'importance de la coordination entre les comités d'experts a été soulignée, en vue d'aligner les approches et d'éviter tout chevauchement éventuel, ainsi que la nécessité de créer des synergies avec la Commission européenne, en apportant la perspective des droits de l'homme dans les discussions en cours sur la future réglementation européenne sur les services numériques et d'autres textes connexes. L'importance d'une approche commune et partagée par les États membres sur les questions en jeu dans les futures standards a été soulignée.

5.2.2. Comité d'experts sur l'environnement et la réforme des médias (MSI-REF)

Le CDMSI a eu un échange de vues avec Mme Maria Donde, Présidente du Comité d'experts sur l'environnement et la réforme des médias (MSI-REF), et a pris note des informations du Secrétariat sur les activités du MSI-REF, du rapport de la 1ère réunion de ce comité tenue les 23-24 septembre 2020 et de la feuille de route pour les prochaines étapes. Il a en outre pris note des textes préliminaires du *projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les principes de gouvernance des médias et de la communication* et du *projet de recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la communication électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales, ainsi que des grandes lignes du projet de note d'orientation sur la hiérarchisation et la possibilité de découvrir des contenus d'intérêt public*. Le CDMSI a été invité à envoyer des commentaires écrits sur ces projets au Secrétariat avant le 10 décembre 2020.

Le CDMSI a également salué la publication de l'étude sur la hiérarchisation des contenus: Des contenus d'intérêt public plus accessibles en ligne.

5.2.3. Comité d'experts sur les discours de haine (ADI/MSI-DIS)

Le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat sur le Comité conjoint d'experts sur la lutte contre le discours de haine (ADI/MSI-DIS), subordonné au CDMSI et au Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), notamment sur son mandat, sa composition et sa feuille de route. Il a également échangé des vues avec M. Alexander Hoefmans, le président de l'ADI/MSI-DIS, qui a fourni des informations sur la discussion et les résultats de la 1ère réunion du comité d'experts, qui s'est tenue les 29 et 30 septembre 2020, et sur le soutien et la future contribution du CDMSI aux travaux du ADI/MSI-DIS. Le CDMSI a également pris note de la prochaine réunion de l'ADI/MSI-DIS (15-16 décembre 2020), et du fait qu'au début de 2021, le *projet de recommandation sur la lutte contre le discours de haine* devrait être envoyé pour commentaires, par le biais de consultations écrites, au CDADI et au CDMSI.

*5.3 Information sur le nouveau Comité directeur pour l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)*

Le CDMSI a pris note du Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) nouvellement créé, de son mandat et a été informé de la participation de la présidente du CDMSI à la 1ère réunion plénière du CDADI (8-10 septembre 2020), avec une intervention présentant le travail du CDMSI sur les questions liées au discours de haine.

Le CDMSI a en outre noté que lors de sa prochaine réunion plénière (2-4 février 2021), le CDADI fournira ses commentaires sur les grandes lignes du *projet de recommandation sur la lutte contre le discours de haine* (en préparation par l'ADI/MSI-DIS). Le CDMSI devra donc également transmettre ses commentaires sur ce projet dans le même délai.

*5.4 Protection des données*

Le CDMSI a pris note des informations fournies par la secrétaire du Comité consultatif de la Convention 108 concernant l'état des signatures et ratifications de la Convention modernisée (Protocole d'amendement STCE n°223) avec un total, à ce jour, de 33 signatures, et 9 ratifications (par la Bulgarie, la Croatie, Chypre, l'Estonie, la Lituanie, Malte, Maurice, la Pologne et la Serbie) et les prochains événements organisés pour marquer le 40ème anniversaire de la Convention 108 le 28 janvier 2021. La 40e réunion plénière du Comité consultatif de la Convention 108 (18-20 novembre 2020) a adopté des *lignes directrices sur la protection des données des enfants dans un contexte éducatif et a* avancé sur plusieurs dossiers importants à l'ordre du jour du Comité (reconnaissance faciale, identité numérique, campagnes politiques, mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention modernisée, etc.)

Le CDMSI a en outre pris note des suites données aux commentaires du CDMSI *sur le projet de Recommandation révisée du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le contexte du profilage* et a chargé le Bureau du CDMSI de se charger de la transmission de ce projet au Comité des Ministres, dès réception. Le CDMSI a également salué le rapport sur "Les solutions numériques pour lutter contre COVID-19" et les déclarations conjointes du Président du Comité 108 et du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe sur le Droit à la protection des données dans le cadre de COVID-19 et sur la Recherche numérique des contacts.

## 6. Élections

Le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat sur les règles de vote prescrites par la Résolution CM/Res(2011)24 sur les comités intergouvernementaux et organes subordonnés, leurs mandats et méthodes de travail, ainsi que des orientations et pratiques du Conseil de l'Europe sur l'utilisation des outils de vote en ligne.

## 7. Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI)

Le CDMSI a salué l'adoption par le Comité des Ministres du rapport d'état d'avancement du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) et a pris note des informations du secrétariat du CAHAI sur les prochaines étapes, en particulier que *le projet d'étude de faisabilité d'un cadre juridique pour l'IA* sera discuté lors de la réunion plénière du CAHAI en décembre 2020. M. Thomas Schneider, vice-président du CDMSI et membre du Bureau du CAHAI, agissant en tant que personne de liaison entre les deux comités, a fourni des informations supplémentaires sur le déroulement des travaux au sein du CAHAI.

## 8. Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information (Nicosie, 10-11 juin 2021)

*8.1 État de préparation*
*et*
*8.3 Prochaines étapes/délai*

Le CDMSI a discuté des implications de la situation de crise actuelle en matière de santé publique pour l'organisation de la conférence ministérielle et est parvenu à un accord préliminaire selon lequel, en fonction des circonstances, l'événement pourra se dérouler en ligne ou sous forme hybride. Le CDMSI a chargé le Bureau de superviser l'action du Secrétariat en ce qui concerne le choix du format et des dates de la Conférence ministérielle, en étroite coordination avec le pays hôte.

Il a en outre chargé le Secrétariat d'étudier au préalable l'expérience d'autres structures du Conseil de l'Europe qui ont organisé des conférences ministérielles en ligne (par exemple, la Conférence des ministres de l'Éducation sous la présidence grecque du Comité des Ministres, le 29 octobre 2020 ; la Conférence des ministres de la Justice du Conseil de l'Europe, le 9 novembre 2020) et d'étudier en temps utile différentes options de format pour l'événement.

*8.2 Documents de la conférence*

Le CDMSI a pris note de la note conceptuelle et du programme de la Conférence (tels que révisés en vue d'intégrer le sujet de l'impact de la pandémie sur la liberté d'expression) et a chargé le Secrétariat de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires dans l'organisation de cet événement, étant entendu que le programme final devra être revu/ajusté en fonction du format final de la Conférence.

Le CDMSI a examiné le *projet* supplémentaire de *résolution de Nicosie sur l'impact de la crise sanitaire sur la liberté d'expression* et le *projet de déclaration finale de la conférence ministérielle*, tel que révisé après le report de la conférence et complété par des points traitant de l'impact de la crise de santé publique sur la liberté d'expression. Sur ces deux documents, le CDMSI a convenu d'envoyer ses commentaires par écrit avant le 2 décembre et a chargé le Secrétariat d'incorporer les commentaires reçus et de soumettre les documents révisés au CDMSI, dans un délai qui permettrait de les soumettre pour discussion au GR-H en février 2021.

Le CDMSI a en outre pris note des informations du Secrétariat sur l'examen par le GR-H des *projets de résolutions de Nicosie sur la liberté d'expression et les technologies numériques*, sur l'*évolution de l'environnement des médias et de l'information et sur la sécurité des journalistes et* que ces documents ont franchi toutes les étapes procédurales connexes. Le CDMSI a chargé le Secrétariat de les inclure dans l'ordre du jour de la prochaine réunion du CDMSI pour approbation, en vue de leur adoption ultérieure lors de la Conférence ministérielle.

**9. Point supplémentaire de l'ordre du jour - Travaux pertinents de la Commission européenne**

Le CDMSI a salué la présentation d'Anna Herold, Chef d'unité, Politique audiovisuelle et des médias à la Commission européenne, sur l'élaboration de la future réglementation sur les services numériques de l'UE, du Plan d'action européen pour la démocratie et du Plan d'action audiovisuel et des médias, ainsi que d'autres travaux de la Commission européenne intéressant le CDMSI, notamment sur les moyens de répondre aux préoccupations concernant la sécurité des journalistes, et a souligné l'importance de la coopération et de l'échange d'informations sur les lignes de travail respectives.

Le CDMSI a pris note que le Plan d'action audiovisuel et des médias (destiné à soutenir la relance et la transformation des secteurs des médias et de l'audiovisuel) et le Plan d'action pour la démocratie européenne (énonçant des mesures, entre autres, dans le domaine des élections et de la publicité politique, de la liberté des médias et de la lutte contre la désinformation) seront rendus publics le 2 décembre 2020. À une date ultérieure, la Commission européenne devrait proposer la réglementation sur les services numériques et celle sur les marchés numériques, contenant un ensemble complet de nouvelles règles pour tous les services numériques, y compris les médias sociaux, les places de marché en ligne et les autres plateformes en ligne qui fonctionnent dans l'Union européenne.

**10. Informations des institutions et organes du Conseil de l'Europe**

*10.1 Observatoire européen de l'audiovisuel*

Le CDMSI a accueilli les présentations de Susanne Nikoltchev, directrice exécutive de l'Observatoire européen de l'audiovisuel et de Maja Capello, chef du département de l'information juridique. Les membres ont exprimé leur grande appréciation pour le travail de l'Observatoire et ont souligné son importance et sa pertinence pour les travaux du Comité.

*10.2 Institutions et organes du Conseil de l'Europe*

Le CDMSI a pris note des dernières informations provenant d'autres institutions et organes du Conseil de l'Europe, diffusées par écrit par le Secrétariat avant la réunion.

**11. Internet/Gouvernance numérique**

*11.1 Partenariat avec les entreprises*

Le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat sur les développements concernant le partenariat avec les entreprises/compagnies actives dans le domaine de la société d'information, notamment l'intérêt exprimé par un certain nombre d'entreprises à rejoindre la plate-forme de coopération établie par le Conseil de l'Europe à cet effet et a salué la préparation prévue d'un plan d'action pour ce partenariat en 2021.

*11.2 Échange de vues avec le nouveau coordinateur thématique du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information (TC-INF)*

Le CDMSI a tenu un échange de vues avec l'Ambassadeur Rasmus Lumi, nouveau coordinateur thématique du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information (TC-INF), identifiant les domaines de coopération future et soulignant l'importance de la coordination au sein de l'Organisation sur les questions de gouvernance internet/numérique, notamment sur la base d'une approche stratégique. L'ambassadeur Lumi a exprimé son intention de soutenir pleinement les efforts déployés pour que l'organisation finalise et s'approprie la stratégie de gouvernance numérique afin qu'elle puisse remplir efficacement son important rôle. Il a également informé le CDMSI de la première réunion de coordination TC-INF (17 novembre 2020) qui a abordé les sujets de la Convention de Tromsø, de la coopération entre le Conseil de l'Europe et les entreprises du domaine d'Internet, des télécommunications et de l'intelligence artificielle.
Le président du CDMSI a invité l'ambassadeur Lumi à participer à la conférence ministérielle (10-11 juin 2021, Nicosie).

*11.3 Événements récents et à venir*

Le CDMSI a salué et encouragé la participation active du Conseil de l'Europe dans les forums internationaux sur la gouvernance de l'internet qui, entre autres, assure la visibilité des travaux normatifs et autres travaux connexes de l'Organisation ainsi que la coordination et la cohérence avec d'autres initiatives pertinentes - à savoir, IGF 2020 (2-17 novembre 2020, en ligne), EuroDIG-2020 (10-12 juin 2020, en ligne) et les préparatifs en cours pour EuroDIG-2021 (28-30 juin 2021, réunion hybride : Trieste et en ligne).

Lors du IGF 2020, le Conseil de l'Europe a co-organisé cinq sessions sur une série de questions, telles que les impacts des technologies numériques, y compris l'AI, sur la liberté d'expression et autres droits de l'homme, la protection des données personnelles et de la vie privée, la lutte contre le discours de haine, et a soutenu/pris part à un certain nombre d'autres sessions et événements. Pour profiter

pleinement du nouveau format en ligne de l'événement, le Conseil de l'Europe a également monté un stand au village virtuel du FGI. Un aperçu complet de la participation du Conseil de l'Europe au IGF 2020 est disponible sur une page web dédiée.

## 12. Mise en œuvre des normes et des meilleures pratiques adoptées par le Conseil de l'Europe

### *12.1 Échange informel entre la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe et le Comité des ministres sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes Sécurité des journalistes*

Le CDMSI a pris note de l'échange de vues informel sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes entre la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe et le Comité des Ministres, avec la participation de représentants des organisations partenaires de la Plate-forme pour la promotion de la protection du journalisme et de la sécurité des journalistes (8 septembre 2020). L'échange a porté, entre autres, sur le rôle et le fonctionnement de la Plateforme, soulignant la nécessité d'un engagement actif des Etats membres et l'intérêt de partager les informations et l'expérience des initiatives prises dans les Etats membres pour assurer des réponses rapides aux alertes de la Plateforme.

### *12.2 Task-force inter-secrétariats sur la liberté d'expression et des médias*

Le CDMSI a pris note de la Task-force inter-secrétariats sur la liberté d'expression et des médias (réactivée par la Secrétaire Générale après la réunion ministérielle d'Helsinki de 2019, avec la nomination de Christos Giakomopoulos, Directeur Général - Direction Générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de droit, comme coordinateur) et de la préparation en cours par la Task-force d'un projet de rapport du Secrétaire Général pour le Comité des Ministres sur la question de la sécurité des journalistes.

### *12.3 Sécurité des journalistes*

Le CDMSI a salué la publication, en ligne et en version papier, *du Guide de mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2016)4 du Comité des Ministres sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias et* a exprimé son ferme soutien à cet outil important pour la poursuite de la mise en œuvre des normes adoptées et pour le travail de sensibilisation sur le terrain. Le CDMSI a également discuté des prochaines étapes, comme prévu dans *la Stratégie de mise en œuvre de la CM/Rec(2016)4* et a convenu que la diffusion de questionnaires s'est avérée être un moyen efficace de collecter les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de *la Recommandation CM/Rec(2016)4*. Le Comité a chargé le Secrétariat de poursuivre la collecte des bonnes pratiques, en vue de créer une base de données de ces pratiques. Ils ont en outre chargé le Secrétariat de prendre des dispositions pour étendre le Guide de mise en œuvre aux piliers "prévention" et "promotion de l'information, de l'éducation et de la sensibilisation" des Lignes directrices de la Recommandation CM/Rec(2016)4.

Le CDMSI a pris note de l'élaboration de deux cours en ligne dans le cadre du programme HELP (Human Rights Education for Legal Professionals) du Conseil de l'Europe. En 2020, un cours actualisé a été développé sur la liberté d'expression pour aider les professionnels du droit à appliquer efficacement l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme au niveau national. En outre, un nouveau cours sur la protection et la sécurité des journalistes a été élaboré pour attirer l'attention sur les obligations négatives et positives des Etats en matière de protection des journalistes confrontés à des menaces et des attaques liées aux activités journalistiques. Il a été souligné qu'il était important de faire traduire les cours en ligne et de les adapter au cadre juridique national. Le CDMSI s'est félicité que les deux cours aient été finalisés en 2020 et soient actuellement disponibles en ligne.

Le CDMSI a également salué la publication de l'étude "A mission to inform" et son lancement réussi le 14 octobre 2020 (en ligne). Il a souligné l'importance de la poursuite des travaux dans le domaine de la sécurité des journalistes, en particulier pour renforcer les efforts en vue de la mise en œuvre des normes adoptées et pour fournir des garanties plus efficaces pour la protection des journalistes, y compris en s'appuyant sur les conclusions et les recommandations de l'étude. A cet égard, le CDMSI a invité le secrétariat à élaborer des propositions quant à la visibilité et au suivi des recommandations formulées par l'étude.

*12.4 Genre et médias - Rapport analytique - Données de 2019*

Le CDMSI a salué le Rapport analytique sur l'égalité des genres et les médias publié en juillet 2020 sur la base des réponses des Etats membres et des régulateurs des médias à un questionnaire élaboré en 2019. Le Rapport se concentre sur *la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2013)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur l'égalité entre les femmes et les hommes et les médias et* fournit des exemples de bonnes pratiques de toute l'Europe. Le Rapport note que les développements législatifs et réglementaires dans les Etats membres montrent certains progrès et qu'un certain nombre d'autorités de régulation des médias supervisent ou mettent en œuvre des réglementations relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes. Des efforts supplémentaires seront toutefois nécessaires pour changer la mentalité et la culture dans les salles de rédaction en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes et les inégalités sur le lieu de travail.

**13. Élections du président, du vice-président et d'un membre du Bureau du CDMSI**

Le CDMSI a procédé à l'élection du président, du vice-président et d'un membre de son bureau :

- Mme Inge Welbergen (Pays-Bas) a été ré-élue à l'unanimité comme présidente du CDMSI jusqu'à la fin du mandat actuel du CDMSI.
- M. Thomas Schneider (Suisse) a été ré-élu à l'unanimité comme vice-président du CDMSI jusqu'à la fin du mandat actuel du CDMSI.
- Mme Maja Zarić (Serbie) a été élue à l'unanimité comme membre du Bureau du CDMSI jusqu'à la fin du mandat actuel du CDMSI.

**14. Activités de coopération**

Concernant les programmes et activités de coopération dans le domaine des médias et de la liberté d'expression, le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat sur les programmes et activités de coopération en cours et futurs, entre autres, en Géorgie, en Ukraine, en République de Moldavie, en Azerbaïdjan, dans les Balkans occidentaux et en Afrique du Nord. Les programmes de coopération couvrent, entre autres, les domaines de la sécurité des journalistes, la transparence de la propriété des médias, les médias de service public, l'éducation aux médias et le journalisme de qualité. Les activités de coopération spécifiques comprennent : des conseils juridiques et politiques et un soutien technique, la formation et l'élaboration de programmes d'études pour les journalistes, les forces de l'ordre, les professionnels du droit et les autres parties prenantes concernées, la sensibilisation et le renforcement des capacités techniques des institutions et organisations bénéficiaires dans le domaine des médias de service public grâce à l'amélioration de la mise en œuvre des normes internationales.

**15. Planification des activités pour 2020 et 2021**

Compte tenu du riche agenda prévu pour sa 19e réunion plénière, le CDMSI a décidé d'avancer cette réunion de juin (la veille de la conférence ministérielle, 1 jour) à mai 2021 (provisoirement, la semaine du 17 au 20 mai). Le format en ligne sera envisagé en fonction des circonstances et la réunion sera

étendue à trois jours (à faire précéder par une réunion du Bureau du CDMSI, provisoirement prévue pour la semaine du 12 au 16 avril).

Le CDMSI a pris note des informations du Secrétariat et a discuté de la coordination nécessaire avec le Comité directeur pour l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) concernant le travail normatif commun.

Le CDMSI a également souligné l'importance d'une réflexion en temps utile sur son mandat pour le prochain exercice biennal et a convenu de soumettre des propositions par écrit au Secrétariat avant la fin janvier 2021.

**16. Initiatives dans les Etats membres (tour de table)**

Les membres du CDMSI ont échangé des informations sur les initiatives prises dans les Etats membres du Conseil de l'Europe qui présentent un intérêt pour les travaux du CDMSI, en particulier : en Allemagne, le Traité d'État sur les Médias au niveau des Länder et les conclusions du Conseil européen sur la sauvegarde d'un système de médias libre et pluraliste ; à Monaco, les mesures en faveur d'une transition numérique en douceur, y compris la sensibilisation et l'éducation dans le domaine des technologies numériques et un partenariat avec le monde universitaire et les acteurs privés, notamment sur l'AI ; aux Pays-Bas – la publication en décembre 2020 de principes de conception technique visant à prévenir la discrimination par les systèmes basés sur l'IA et début 2021 – l'évaluation de l'impact sur les droits de l'homme aux premiers stades du développement des technologies d'IA ; au Royaume-Uni – un projet en cours portant sur les préjudices en ligne et la protection des enfants dans l'environnement en ligne ; en Ukraine – le projet "Media Change Ukraine" visant à aider les diffuseurs en temps de crise.

**17. Participation des membres du CDMSI aux réunions et aux événements**

Le CDMSI a pris note de la participation des membres du CDMSI aux réunions et manifestations, dont notamment la participation d'Inge Welbergen, Présidente u CDMSI, à la réunion plénière du CDADI, ainsi que sa réponse écrite au questionnaire envoyé par la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe aux Présidents des comités directeurs et de suivi. Le Comité a également été informé de la participation du Secrétariat, tout au long de l'année 2020, à de nombreux événements internationaux/nationaux en rapport avec ses travaux.

**18. Autres questions**

Aucune autre question n'a été soulevée.

**ANNEXE 1**

**18e réunion**
**(24-25 novembre 2020, 09:30-12:30 et 14:00-17:00)**
**par visioconférence**

**Ordre du jour**

1. **Ouverture de la réunion par M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Direction Générale des Droits de l'Homme et Etat de droit**
2. **Adoption de l'ordre du jour**
3. **Développements récents**
4. **Travaux du Conseil de l'Europe sur l'impact de COVID-19 sur la liberté d'expression et les médias**
5. **Activités normatives**
   - 5.1. Développements concernant les résultats des travaux du CDMSI pour le biennium 2018-2019
     - 5.1.1. Recommandation CM/Rec(2020)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme
     - 5.1.2. Projet de Recommandation sur la promotion d'un environnement favorable à un journalisme de qualité à l'ère du numérique
   - 5.2. Rapports des comités d'experts subordonnés au CDMSI
     - 5.2.1. Comité d'experts sur la liberté d'expression et les technologies numériques (MSI-DIG)
     - 5.2.2. Comité d'experts sur l'environnement des médias et la réforme (MSI-REF)
     - 5.2.3. Comité d'Experts sur la lutte contre le discours de haine (ADI/MSI-DIS)
   - 5.3. Informations sur le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), nouvellement créé
   - 5.4. Protection des données
     - 5.4.1. Derniers développements
     - 5.4.2. Projet de Recommandation révisée du Comité des Ministres aux Etats membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le cadre du profilage
6. **Élections (informations)**
7. **Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI)**
8. **Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information (Nicosie, 10-11 juin 2021)**

8.1. État de préparation

8.2. Documents de la conférence

8.2.1. Rapport sur l'examen par le GR-H des projets de résolutions :

- sur la liberté d'expression et les technologies numériques
- sur l'évolution de l'environnement des médias et de l'information et
- sur la sécurité des journalistes

8.2.2. Concept et programme révisés

8.2.3. Projet de résolution sur l'impact de la crise sanitaire sur la liberté d'expression

8.2.4. Projet révisé de Déclaration finale

8.3. Prochaines étapes/Délais

**9. Informations des institutions et organes du Conseil de l'Europe**

9.1. Observatoire européen de l'audiovisuel

9.2. Dernières informations provenant d'autres institutions et organes du Conseil de l'Europe

**10. Gouvernance de l'Internet/numérique**

10.1. Partenariat avec les entreprises

10.2. Echange de vues avec le nouveau coordinateur thématique du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information (TC-INF), Amb. Rasmus Lumi, Représentant permanent de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe

10.3. Evénements récents et à venir (IGF 2020, EuroDIG, autres)

**11. Mise en œuvre des normes et des meilleures pratiques adoptées par le Conseil de l'Europe**

11.1. Échange informel entre la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe et le Comité des ministres sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes

11.2. « Task force » du secrétariat du Conseil de l'Europe sur la liberté d'expression et les médias

11.3. Sécurité des journalistes

11.4. L'égalité entre les femmes et les hommes et les médias – Rapport analytique – Données pour 2019

**12. Élections du Président, du vice-Président et d'un membre du bureau du CDMSI**

**13. Activités de coopération**

**14. Planification des activités pour 2020 et 2021**

**15. Initiatives dans les Etats membres (tour de table)**

**16. Participation des membres du CDMSI aux réunions et événements**

**17. Autres questions**

**ANNEXE 2**

**18E RÉUNION PLÉNIÈRE DU CDMSI**

**LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

Total number of participants: 124 / Nombre total des participants : 124
Gender distribution: 60 men (48%) / 64 women (52%)
Parité entre hommes : 60 hommes (48%) / 64 femmes (52%)

**ALBANIA / ALBANIE**
Mr Sokol Gjoka
Director of International Organizations /Ministry for Europe and Foreign Affairs

**ARMENIA / ARMENIE**
Ms Anna Karpetyan
External Relations Division
Ministry of Justice

**AUSTRIA / AUTRICHE**
Mr Matthias Traimer
Federal Chancellery, Media Affairs and Information Society, Federal Chancellery, Constitutional Service

Mr Andreas Ulrich, Federal Chancellery – Constitutional Service, Dept V/3 - Media Affairs, Information Society, Law of political parties

Mr Paul Firlei, Federal Chancellery – Constitutional Service, Media Affairs, Information Society, Law of political parties

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**
Mr Allahveran Orujlu
Permanent Representation of Azerbaijan to the Council of Europe

Mr Agil Gunashov
Permanent Representation of Azerbaijan to the Council of Europe

Mr Javid Musayev
Head of the State Communication Policy Section of the Department for Work with NGO's and Communication of the Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan

**BELGIUM / BELGIQUE**
Mr Johan Boucique
Media Advisor
Department of Culture, Youth and Media
Flemish Government

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**
Mr Emir Povlakic
Head of Division for Licensing, Digitalization and Coordination in Broadcasting, Communications Regulatory

**BULGARIA / BULGARIE**
Ms Nelly Stoyanova
Head of Information Society Policy Department - Ministry of Transport, IT and Communications

Ms Axenia Boneva
State expert
Directorate for International Cooperation, European Programmes and Regional Activities
Ministry of Culture

**CROATIA / CROATIE**
Ms Nives Zvonarić
Head of Media Sector, Independent Media Sector, Ministry of Culture

**CYPRUS / CHYPRE**
Ms Sunny Papadimitriou Tofa
Press and Information Officer, Ministry of Interior

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**
Mr Artus Rejent
Media and Audio-vision Department, Ministry of Culture

**DENMARK / DANEMARK**
Mr Jan Ostrup Poulsen
Ministry of Culture

**ESTONIA / ESTONIE**
Mr Taavo Lumiste
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe

**FINLAND / FINLANDE**
Ms Mia Spolander
Legal Officer
Unit for Human Rights Courts and Conventions (OIK-40)
Legal Service

Mr Juuso Moisander
Market Access Unit (TUO-20)

**FRANCE**
Mme Peggy Leroy
Chargée de mission, Bureau des affaires européennes et internationales
Direction générale des médias et des industries culturelles
Ministère de la Culture

Mme Louise Boyé
Agent « rédactrice audiovisuel » au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

**GEORGIA / GEORGIE**
Ms Lela Akiashvili
Advisor to the Prime Minister on Human Rights and Gender Equality

Mr Giorgi Bedoidze
Ministry of Foreign Affairs

**GERMANY / ALLEMAGNE**
Ms Sara Diefenbach
Internationale Zusammenarbeit im Medienbereich; Deutsche Welle; Rundfunk
Die Beauftragte der Bundesregierung für Kultur und Medien

Mr Till Mengler
Internationale Zusammenarbeit im Medienbereich; Deutsche Welle; Rundfunk
Die Beauftragte der Bundesregierung für Kultur und Medien

Ms Christiane Semar
Internationale Zusammenarbeit im Medienbereich; Deutsche Welle; Rundfunk
Die Beauftragte der Bundesregierung für Kultur und Medien

Mr Florian Schweyer
Internationale Zusammenarbeit im Medienbereich; Deutsche Welle; Rundfunk
Die Beauftragte der Bundesregierung für Kultur und Medien

Mr Wolfgang M. Wohnhas
Head of Division K31
International Media Cooperation; Deutsche Welle; Broadcast
Minister of State for Culture and the Media

**GREECE / GRECE**
Mr Iordanis Giamouridis
Head of Department for Audiovisual and Electronic Media
Directorate for Media, Secretariat General for Communication & Media, Ministry for Digital Policy and Media

**HUNGARY / HONGRIE**
Mr György Ocskó
International Legal Adviser, National Media and Infocommunications Authority

**ICELAND / ISLANDE**
Ms Elfa Ýr Gylfadóttir
Media Commission, Ministry of Education, Science and Education

**IRELAND / IRLANDE**
Ms Hannah Graham
Broadcasting & Media Division
Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media

Mr Colin Kavanagh
Broadcasting & Media Division
Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media

**ITALY / ITALIE**
Mr Pierluigi Mazzella
Director General, Agency for the right to university education, Professor of Information and Communication, University of Rome

Mme Rita Caracuzzo
Magistrat détaché auprès du Bureau des Traités du Ministère italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

**LATVIA / LETTONIE**
Mr Andris Mellakauls
Information Space Integration, Ministry of Culture
Ms Paula Feldmane
Desk Officer Information Space Integration Division, Ministry of Culture

**LIECHTENSTEIN**
Ms Alina Brunhart
Diplomatic Officer
Division for Security and Human Rights

Mr Noah Oehri
Division for Security and Human Rights

**LITHUANIA / LITUANIE**
Ms Rasa Zdanevičiūtė
Media and Copyright Policy Division, Ministry of Culture

**LUXEMBOURG**
M. Thierry Zeien
Service des médias et des communications
Ministère d'État
Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

**MALTA/MALTE**
Ms Marlene Spireti
Assistant Director
Ministry for Justice, Equality and Governance

Ms Maria Mifsud
Ministry for the Economy, Investment and Small Business

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**
Mr Artur Cozma
Member of Coordinating Council of the Audiovisual of the Republic of Moldova

**MONACO**
M. Serge Robillard
Délégation Interministérielle pour la Transition Numérique
Chargé des relations institutionnelles, Principauté de Monaco

**MONTENEGRO**
Mr Ranko Vujovic
Executive Director, UNEM

**THE NETHERLANDS / PAYS-BAS**
Ms Inge Welbergen (Chair)
Legal officer Media
Ministry of Education, Culture and Science
Directorate-General of Culture and Media | Media and Creative Industries

Ms Monika Milanovic
Ministry of Interior Affairs

**NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD**
Ms Vesna Poposka
Head of the Government's International PR Department

**NORWAY / NORVEGE**
Mr Bjørn Eckblad
Senior Advisor, Department of Media and Art
Ministry of Culture

**POLAND / POLOGNE**
Ms Malgorzata Pek
The National Broadcasting Council (KRRiT)

**PORTUGAL**
Mr Sérgio Gomes da Silva
Director
International Relations and Communication Department,
General Secretariat of the Presidency of the Council of Ministers

Ms Charlotte Simões
Policy officer
International Relations and Communication Department,
General Secretariat of the Presidency of the Council of Ministers

**ROMANIA / ROUMANIE**
Mr Andrei Dinculescu
IT expert within the office of the Prime Minister

Mr Mihai Floroiu
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of Romania to the Council of Europe

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION RUSSIE**
Mr Ilya Timokhov
Acting Deputy Director of the Department of Information and Press, MFA

Mr Alexey Sazhinov
Deputy to the Permanent Representative of Russian Federation to the Council of Europe

**SAN MARINO / SAINT MARIN**
Ms Beatrice Simoncini
Department of Foreign Affairs
Media and Information Department

**SERBIA/SERBIE**
Ms Maja Zaric
Ministry of Culture and Media

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**
Ms Viktória Knappová
Ministry of Culture of the Slovak Republic, advisor at Media, Audiovisual and Copyright Department

**SLOVENIA / SLOVENIE**
Mr Skender Adem
Undersecretary, Ministry of Culture of Republic of Slovenia

**SPAIN / ESPAGNE**
Mr Salvador Soriano
Ministry of Industry, Energy and Tourism, State Secretariat for the Telecommunications and Information Society, Spanish General Administration

**SWEDEN / SUEDE**
Ms Filippa Arvas Olsson
Division for Media and Film, Ministry of Culture

**SWITZERLAND / SUISSE**
Mr Thomas Schneider (Vice-Chair)
Ambassador
Director of International Affairs
Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communication DETEC
Federal Office of Communications OFCOM

Ms Livia Walpen
Advisor International Relations
Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communication DETEC
Swiss Federal Office of Communications OFCOM

Ms Christiane Erkoreka-Fürst
Division Media / Section Legal Affairs Media
Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications DETEC
Federal Office of Communications OFCOM

**TURKEY / TURQUIE**
Mr Dinser Şahin
Deputy Head-International Relations Department
Radio Television Supreme Council

Mr Yusuf Demeirtaş
Assistant Expert
Radio Television Supreme Council

Mr Emel Sapmaz
Expert
Radio Television Supreme Council

**UKRAINE**
Ms Olha Herasymiuk
First Deputy Chair of the National Council of Ukraine for Television and Radio Broadcasting

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**
Mr Brij Sharma
D20 Policy and Coordination
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Rachel Marnick
Head of EU engagement and influencing
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Megan Wilson
EU Policy Advisor
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Mr Patrick McMahon
Senior policy advisor- film and high end tv
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Bianca Strohmann
Head of press policy
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Thiona Philips
Emerging tech and data (FCDO)

Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Sahar Eljack
Policy Advisor
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Antonia Bayly
Head of safety by design and technical aspects of age assurance
Department for Digital, Culture, Media and Sport

Ms Rebecca Stewart
Head of international data strategy
Department for Digital, Culture, Media and Sport

* * *

**OBSERVERS/PARTICIPANTS**

**ADVISORY COUNCIL ON YOUTH (CCJ)**
Ms Emilija Gagrčin
European Federation for Intercultural Learning (EFIL)

**COMMITTEE TO PROJECT JOURNALISTS (CPJ)/ COMITE POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES**
Mr Tom Gibson

**COMMUNITY MEDIA FORUM EUROPE (CMFE)**
Ms Birgitte Jallov
President

Mr Helmut Peissl

**CONFERENCE OF INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Didier Schretter
INGO representative to the CDMSI

**COPEAM**
Mr Guillaume Ortiou-Campion
Commission Cinéma, Festival, Culture, Commission Radio

**EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / UNION EUROPEENNE DE RADIO-TELEVISION**
Ms Nicola Frank
Head of Institutional and International Relations

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE**
Mr Efthymios Tziokas
EU Delegation to the Council of Europe

Mr Stephen Frain
EU Delegation to the Council of Europe

Ms Valeria Sturla
EU Delegation to the Council of Europe

**HIGH AUTHORITY FOR AUDIO-VISUAL COMMUNICATION /HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE**
Mr El Mahdi Aroussi Idrissi
Directeur du département juridiques

Mr Othmane ALAMI LAKTIB
Executive in the Legal Studies Department

**HOLY SEE / SAINT SIEGE**
Mr Michael Lukas
Spokesman of the Order of Malta in the Diocese of Hildesheim

**INTERNATIONAL MEDIA SUPPORT/ SOUTIEN MÉDIATIQUE INTERNATIONAL**
Ms Gulnara Akundova
Head of Department for Global Response

Ms Emma Lygnerud Boberg
Gender and Programme Development Advisor

**INTERNET RIGHTS AND PRINCIPLES COALITION**
Ms Minda Moreira
Co-Chair of the IRPC

Ms Marianne Franklin
Member of the Steering Committee

**JAPAN /JAPON**
Ms Chihiro Saito
Permanent Representation of Japan to the Council of Europe

**MEXICO / MEXIQUE**
Mme Lorena Alvarado
Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique

**MOROCCO / MAROC**
Mme El Akrichi Chanaz
Cheffe de division de la Coopération
Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
Département de la Communication

Mme Meriem Khatouri
Directrice des études et de développement des médias
Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports
Département de la Communication

**OSCE**
Ms Deniz Yazici
Advisor

**GUESTS / INVITES**

Ambassador Rasmus Lumi
Permanent Representant of Estonia to the Council of Europe, Council of Europe TC-INF (Thematic Coordinator on Information Policy)

Ms Anna Herold
Head of Unit 'Audiovisual & Media Services Policy'
DG CNECT, European Commission

Mr Viktors Makarovs, Vice-Chair of MSI-DIG
Special Envoy on Information Security Issues
Ministry of Foreign Affairs, Latvia

Ms Maria Donde, Chair of MSI-REF
Head of International Content Policy, Office of Communication (OFCOM), United Kingdom

Mr Alexander Hoefmans, Chair of ADI-MSI/DIS
Head of the Unit, Data Protection & Equal Opportunities
Belgian Federal Public Service Justice

Mr William Horsley
Media Freedom representative of the Association of European Journalists and International Director of the Centre for Freedom of the Media (CFOM) at the University of Sheffield

**EUROPEAN AUDIO-VISUAL OBSERVATORY / OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL**
Ms Susanne Nikoltchev
Director

Ms Maja Capello
Head of the Department for Legal Information

* * *

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Ms Barbara Grut
Ms Julia Tanner
Mr Nicolas Guittonneau

* * *

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**CDMSI SECRETARIAT**

Ms Artemiza-Tatiana Chisca, Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society, Head of the Media and Internet Division, Information Society Department, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

Ms Elena Dodonova, Administrator, Media and Internet Division, Secretary to MSI-DIG, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Urška Umek, Administrator, Media and Internet Division, Head of Media Unit, Secretary to MSI-REF, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Giulia Lucchese, Administrator, Media and Internet Division, Secretary to ADI/MSI-DIS, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Joanna Szelezniak, Assistant, Media and Internet Division, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

***

Mr Jan Kleijssen, Director, Information Society - Action against Crime, Directorate General Human Rights

Mr Patrick Penninckx, Head of Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Mr Jens Lorentz, Senior advisor to the Director General of the Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Ardita Abdiu, Head of the Division for Cooperation on Freedom of Expression, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Sophie Kwasny, Head of the Data Protection Unit, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Clementina Barbaro, Co-Secretary of the CAHAI, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Mr Yannick Meneceur, Head of the Digital Development Unit, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Mr Menno Ettema, Programme manager / Co-secretary to Committee of Experts on Combating Hate Speech (ADI/MSI-DIS) - Directorate General of Democracy, Anti-Discrimination Department – No Hate Speech and Cooperation unit, Directorate General of Democracy

Ms Floriane Spielmann, Assistant, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Irina Todorova-Tomova, Assistant, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law

Ms Penelope Couckuyt, Trainee, Information Society Department, Directorate General Human Rights and Rule of Law